

La croissance de la France ralentit mais ne s'effondre pas

Selon la Banque de France, le PIB ne progressera que de 1,4 % en 2019, contre 2,3 % en 2017.



ANNE DE GUIGNÉ [@adegulgne](#)

CONJONCTURE Stabilité: c'est le maître mot des nouvelles prévisions de croissance de la Banque de France. Jusqu'en 2021, l'activité économique du pays devrait progresser à un rythme proche du 1,5 % pour l'heure enregistré en 2018. L'institution a ainsi légèrement revu à la baisse sa projection de décembre pour cette année. Elle table désormais sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,4 %, versus 1,5 % au trimestre précédent. La croissance se maintiendrait à 1,5 % en 2020 puis 1,4 % en 2021.

D'emblée, ces prévisions suscitent deux réactions. D'abord, la déception: la reprise, manifestée par un pic de croissance de 2,3 % en 2017, n'aura bel et bien duré qu'une petite année. Si le pays a décollé plus tard que ses voisins, il ralentit pendant exactement au même moment. Autour de 1,4 %, l'Hexagone retrouve ainsi son rythme de croissance de croisière, le niveau attendu par les économistes hors choc conjoncturel, positif comme négatif.

À la déception se mêle aussi

une réelle part de soulagement: la croissance française résiste pour l'instant au ralentissement international. Ce qui n'est pas le cas de nos voisins. L'Institut für Wirtschaftsforschung (Ifo) de Munich, par exemple, vise désormais une croissance de 0,6 % pour l'Allemagne en 2019. Ce décalage s'explique facilement. «L'Allemagne est beaucoup plus exposée que la France aux mouvements du commerce mondial», rappelle ainsi Olivier Garnier, directeur général en charge des études et des relations internationales de la Banque de France.

Deux effets de sens opposés

Au final, depuis les dernières prévisions de la Banque de France en décembre, l'Hexagone «a subi deux chocs contradictoires, résume l'économiste: d'un côté une dégradation de la demande externe, et de l'autre le paquet de mesures en faveur du pouvoir d'achat. Ces deux effets de sens opposés ont eu tendance à se neutraliser.» Les «mesures d'urgence» annoncées mi-décembre par le président de la République devraient ainsi se traduire par une augmentation de 0,7 point du pouvoir d'achat des

ménages cette année. «Ce choc additionnel de pouvoir d'achat, notable dès le premier trimestre de l'année, soutient le dynamisme de la consommation des ménages à la fois en 2019 et en 2020, pour un effet cumulé global sur le PIB de l'ordre de 0,3 point», notent les experts de la Banque de France.

Le pouvoir d'achat des ménages serait encore soutenu par la hausse des salaires, attendue à 2,3 % en 2019 dans le secteur privé, et le niveau toujours modéré de l'inflation prévu pour sa part à 1,3 % (taux atteint ce mardi à fin février sur un an). Classique-

ment, une hausse des salaires provoque une augmentation de l'inflation (hors prix du pétrole). Mais depuis quelques années, sous l'effet de la numérisation de l'économie, de la capacité des entreprises à jouer sur leurs marges ou d'autres facteurs non identifiés, cette corrélation s'est brouillée.

Cela profite au final aux ménages: leur pouvoir d'achat est attendu en hausse de 2,1 % en 2019, le taux de croissance le plus élevé depuis 2017. La consommation s'annonce ainsi, classiquement, comme le pilier de la croissance

2019. Le chômage continuerait en parallèle à baisser lentement pour atteindre 8 % en 2021. En 2019, en raison du ralentissement de l'activité, la Banque de France table sur des créations d'emploi en chute libre: +125 000, soit moitié moins qu'en 2018. La tendance repartirait à la hausse en 2020 et 2021.

Ces projections restent sujettes à «d'importants aléas», souligne toutefois la Banque de France qui pointe la question de l'issue du Brexit et du développement des tensions commerciales à l'échelle internationale. ■

La Banque de France a légèrement revu à la baisse sa projection de décembre pour cette année.

YVAN TRAVERT/
PHOTONONSTOP